

2.3 Les institutions européennes au défi de la diversité

2.3.3 Jordi Pujol : La construction de la paix et la dépassement de la souveraineté

L'Europe traverse actuellement un moment difficile. Elle manque de leadership, elle n'atteint pas quelques-uns de ses objectifs de modernisation et de compétitivité, elle a du mal à établir les réformes économiques et sociales dont elle a besoin, elle présente un problème de vieillissement démographique. Cependant, et malgré tout, elle continue d'être une histoire de succès et elle constitue le marché le plus grand au monde, et son modèle de société est celui combinant le mieux la création de richesse et sa distribution et la liberté politique, religieuse et culturelle. Et elle a atteint un niveau très élevé d'unité économique et politique.

Le tout d'une manière entièrement pacifique. Ce qui est un fait exceptionnel vu que l'Europe était la scène de guerres constantes (elle en a vécu trois grandes entre 1870 et 1939, c'est-à-dire, en 69 ans à peine) et que pratiquement tous les processus d'unification ont engendré peu ou beaucoup de violence et d'imposition. Souvent beaucoup.

Comment y sommes-nous parvenus ? Premièrement grâce à une grande volonté politique. Cette volonté politique était renforcée par le souvenir des grandes tragédies européennes (et mondiales) du XXe siècle et par l'assurance que la décadence européenne serait irréversible sans paix et sans unité. Deuxièmement par l'application d'une méthode graduelle et une mise en commun de certaines ressources de base (au début le charbon et l'acier). En troisième lieu par le renoncement des parties à la souveraineté nationale qui était assumée par des institutions centrales européennes (surtout Parlement et Commission). Ce point a été l'un des plus difficiles du processus, mais de grands progrès ont été faits. En quatrième lieu par une concertation constante entre les États. En cinquième lieu par l'acceptation d'un modèle économique et social commun, bien qu'en conservant de nombreuses particularités nationales.

En 1957, Paul-Henri Spaak, l'un des promoteurs de l'unification européenne, a parlé à l'occasion de la signature du Traité de Rome de « l'immense portée de ce que l'on peut considérer comme la plus grande transformation volontariste et dirigée de l'Europe reposant non plus sur la force, mais sur l'appel à l'intelligence ». Cet effort a été couronné de succès dans de nombreux aspects.

Jordi Pujol : L'Europe : un moyen de réduction des écarts de développement ?

La réponse à cette question est oui. L'Union Européenne a été un formidable instrument de croissance générale, mais également d'équilibre territorial. En particulier pour les pays qui ont su profiter au mieux des aides européennes.

La richesse européenne était concentrée dans un vaste couloir qui, commençant au sud de l'Angleterre, comprenait les Pays-Bas et la Belgique, le nord et l'est de la France, la Vallée du Rhin et, en général, l'Allemagne de l'Ouest, la Suisse et le nord de l'Italie jusqu'à Bologne et Florence. Ailleurs, il y avait des zones de développement puissant (par exemple, en Espagne, en Catalogne, au Pays Basque et dans la zone de Madrid) mais, dans l'ensemble, sans la consistance et la continuité de l'aire que je viens de décrire. Et surtout, hors de ces zones, il y avait des territoires très grands, parfois même des États entiers, peu développés : la moitié de l'Italie et de l'Espagne, une grande partie du Portugal, le sud-ouest de la France, le nord de la Suède, le Pays de Galles et l'Écosse, presque toute la Grèce et une grande partie de l'Irlande.

La Loi Européenne a mené à bien une politique de subventions – surtout à travers les Fonds Structurels et les Fonds de Cohésion –. Tous les pays n'ont pas profité de la même manière de ces subventions (par exemple, l'Espagne les a bien appliquées) mais, dans l'ensemble, elles ont contribué à stimuler le développement général européen ainsi que celui des pays et des régions moins développés.

Jordi Pujol et débats avec Tran Van Thinh (Atelier 10-6-003)

M. PUJOL (Intervention difficilement compréhensible – La personne a un très fort accent)

A la question qui nous est posée « L'Europe a-t-elle moyen de réussir des écarts (?) de développement ? », la réponse est oui, heureusement oui.

Cela a été au début de l'Union Européenne depuis sa fondation. Le Traité de Rome, en 1957, comprenait une phrase qui disait cela : au début, un des objectifs était de renforcer l'unité des économies des pays signataires, renforcer et limiter (?) leurs économies et assurer leur développement harmonieux tout en réduisant les différences entre régions et le retard des moins développées.

Il y avait des raisons diverses pour définir d'emblée cet objectif, mais une des raisons était peut-être l'avertissement qui avait été donné (?) pratiquement dix ans avant, de l'unification italienne.

On aurait pu penser que l'unification italienne permettrait un développement général de toute la péninsule mais en réalité, le résultat a été l'inverse. C'est-à-dire que le Nord a eu un plus mauvais développement, tandis que le Sud, (incompris) le Royaume de Naples et toute la zone des Etats Pontificaux, ont sombré dans une situation de décadence accrue.

D'autre part, il y avait une grande préoccupation pour ce que pouvait devenir la situation de l'agriculture européenne, et de ce point de vue, les soucis étaient particulièrement forts chez les Français.

On était conscient que l'agriculture, et la population agricole, allaient reculer de plus en plus et on voulait les protéger. Les protéger non pas du point de vue de ce que la population paysanne reste stable mais du point de vue que la population paysanne qui resterait après cette diminution aurait un standard de vie positif.

Pour que vous compreniez la vanité de ce défi, vous devez penser qu'à la fin des années 1940, la population rurale en France, plus ou moins, je ne me souviens pas exactement, était de plus de 30 %, tandis que trente ans plus tard, elle était seulement de 6 %.

La première mesure de (incompris) a été la PAC, la Politique Agricole Commune, qui était, et est toujours encore aujourd'hui, une politique de garantie agricole, une garantie des prix agricoles et qui représente un pourcentage très important du budget communautaire, c'est-à-dire concrètement, l'Agenda 2000 (?) prévoit que le budget agricole représente 47 % du budget européen.

Bien que ce que je vais dire maintenant ne corresponde pas exactement au sujet, il est peut-être intéressant de faire voir que cette diminution de la population agricole française – on parle de la France mais l'écart est (incompris) évidemment – a heureusement coïncidé avec une période de grande croissance économique et surtout de grand développement industriel.

Cela a permis de résorber cette population paysanne qui émigrerait de la campagne vers les petites, moyennes et grandes villes, plutôt industrielles ou de services.

Cette période correspond à ce que les économistes français appellent les Trente Glorieuses, les trente années glorieuses, dont on vous a parlé ce matin. Ces années, avec leur grand développement économique, ont permis la résorption de la population agricole et l'établissement de l'Etat Providence.

Après cette dernière mesure, l'institution de la Politique Agricole Commune, on a créé d'autres institutions, d'autres mécanismes d'aides ou de subventions, dont un très important, en 1975, le FEDER, Fonds Européen de Développement Régional.

Toujours à cette même époque, on a créé ce qu'on appelé les Fonds Structurels dont le but était aussi la réduction des disparités. Le critère était que la condition de disparité réclamait la création d'infrastructures matérielles, la création de capital immense (?), c'est-à-dire formation et plus tard, l'adaptation aux nouvelles technologies.

Plus tard, au début des années 1990, vers 1984 et 1985, on a créé de nouveaux fonds, ce qu'on appelle les Fonds de Cohésion.

Ce Fonds de Cohésion était orienté vers deux domaines, les transports en général et en particulier le transport transfrontalier et l'environnement. Ce Fonds de Cohésion s'adressait (?) surtout à quatre pays : l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande.

En réalité le pays qui globalement a été le plus bénéficiaire était l'Espagne mais d'un point de vue du

capital, cela a été surtout l'Irlande, pays qui a été très capable de combiner les aides communautaires avec une transformation très profonde de son économie.

Je vais vous raconter une anecdote. L'approbation définitive de cela a été faite à un moment où la présidence de la communauté appartenait à l'Espagne, et concrètement au chef du gouvernement de l'époque qui était Monsieur Felipe GONZALES.

A cette époque-là, le gouvernement socialiste espagnol était un gouvernement minoritaire et il avait besoin d'un appui d'un parti, d'un troisième petit parti, qui était mon parti, mon parti catalan ou catalaniste. A l'époque, je suis allé voir à un certain moment Monsieur GONZALES pour lui dire que nous n'étions plus capables de soutenir son gouvernement et qu'il lui faudrait convoquer de nouvelles élections.

Il m'a dit : Ecoutez, je comprends cela très bien puisque notre situation est absolument intenable mais je suis en train de négocier, étant président de la commission de ce Fonds de Cohésion, fonds de cohésion qui sont insuffisants (?) pour ces quatre pays, notamment pour l'Espagne. Ce que je voudrais, c'est avoir un délai de deux ou trois mois, de cette façon, je serai capable de définir ma présidence et la négociation des Fonds de Cohésion.

Nous avons accepté, nous avons compris que c'était d'un grand intérêt pour toute l'Espagne. Nous avons continué à donner notre appui pendant deux ou trois mois au gouvernement.

Il s'agit seulement d'une anecdote mais qui aide à comprendre l'importance de certaines négociations.

Les régions qui ont bénéficié le plus de ces aides régionales...

D'abord je dois vous dire que par exemple qu'à ce moment-là, les budgets de la politique régionale représentent, ... (incompris) ces dernières années, le budget de la politique régionale représente 34 % du budget de l'Union Européenne.

Les ressources que l'Union Européenne destine à la politique agricole d'une part et à la politique régionale d'autre part, étaient très importantes.

Les régions en difficulté qui (incompris) sont surtout des régions agricoles, des régions à prédominance rurale. Ce sont aussi d'anciennes régions industrielles qui se trouvent dans une crise profonde, surtout dans les années de l'industrie lourde du charbon, de l'acier, etc. Et puis il y a aussi les régions nordiques, les régions du Nord de la Suède, les régions du Nord de la Finlande. En tout cas, ce sont des régions qui ont un produit intérieur brut bas ou qui sont en train de perdre rapidement leur participation au produit intérieur brut.

Habituellement, quand on pense aux régions qui reçoivent cette aide, on pense surtout aux régions méditerranéennes, c'est-à-dire aux régions de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de la Grèce. Mais il y a aussi d'autres régions, dans d'autres pays, qui reçoivent une (incompris). Par exemple, les régions (incompris), touchées par un décalage de l'industrie agricole (?). Il y a le (incompris), il y a le Nord de la Suède comme je vous le disais. Il y a donc les régions du Sud mais il y a aussi ce type de régions plus septentrionales.

Pour déterminer quelles sont les régions qui doivent recevoir ces aides, on a défini un objectif un, un objectif deux. Il y a plusieurs degrés. Les régions qui reçoivent, avec beaucoup de différence, plus de subventions et plus d'appuis, sont ce qu'on appelle les régions d'Objectif 1

La définition d'une région Objectif 1 est un peu discutable peut-être, mais en tout cas, c'est la suivante : ce sont les régions dont le produit intérieur brut est (incompris)... et au dessus de 75 % de la moyenne du produit intérieur brut de l'Etat concerné. La Catalogne par exemple, en Espagne, pour la région de Madrid, pour la région de Iles Baléares en Méditerranée ou le Pays Basque et quelques autres, qui sont au-dessus de la moyenne européenne, c'est-à-dire de la moyenne du produit intérieur brut de l'Europe des Quinze. Ils sont au dessus de la moyenne européenne, avec plus de 100 %, et évidemment beaucoup plus au-dessus des 75 % de la moyenne de l'Etat. Ces régions ne sont pas Objectif 1 et par conséquent reçoivent, au moins de ce point de vue là, des aides assez réduites.

En Espagne toujours, il y a des régions comme l'Andalousie, l'Extremadura, la Castille, qui ont un produit intérieur brut au-dessous de 75 % de la moyenne de l'Etat. Par conséquent, ces régions sont Objectif 1 et elles reçoivent une contribution beaucoup plus importante, très importante même.

Je disais que cette méthode est un peu bizarre parce qu'il peut arriver, et il arrive, que dans un Etat qui est très riche... Cela arrive dans quelques districts ou quelques petites zones de l'Allemagne de l'Ouest, pas seulement de l'Allemagne de l'Est. Dans des états qui sont vraiment très riches, qui ont un produit intérieur brut très haut, il y a des zones qui restent au-dessous de 75 % de la moyenne allemande, mais

par contre, sont très au-dessus d'autres régions espagnoles. Mais en tout cas, c'est le système qu'on a employé jusqu'à aujourd'hui.

Le résultat de toutes ces mesures et de toutes ces institutions, c'est-à-dire la Politique Agricole Commune, les FOA, les FEDER, les Fonds (incompris), les Fonds de Cohésion et même d'autres contributions, a été vraiment très positif.

Par exemple, entre 1994 et 2001 dans les régions qui reçoivent cette aide, la croissance du produit intérieur brute par habitant a été de 3 % contre 2 % dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Par conséquent, cela signifie qu'il y a eu une diminution de l'écart. Cette diminution de l'écart est encore plus grande quand on parle de revenus et non de produit intérieur brut. Parce que ces aides sont souvent très importantes du point de vue social, du point de vue de l'école, du point de vue de la santé publique, du point de vue de (incompris). Mais souvent, elles ne (incompris) pas, de la même façon, (incompris) résultat... création de richesses.

Par exemple en Espagne, des régions comme l'Andalousie ou l'Extremadura ont beaucoup diminué l'écart vis-à-vis de la Catalogne, du point de vue du revenu, des services sociaux. Elles ont même, par certains aspects, de meilleurs services sociaux que nous, en Catalogne. Par contre, ils ont diminué peu l'écart du point de vue du produit intérieur brut, c'est-à-dire de leur capacité à la création de richesses.

Cela pourrait finalement être un effet secondaire négatif de ces aides, parce qu'il pourrait y avoir des régions pour lesquelles il serait suffisant d'améliorer leur revenu, par contre qui n'ont pas le poids (?) nécessaire pour être capables de créer plus de richesses, c'est-à-dire d'être plus productives.

Mais en tout cas le résultat a été très positif, cela dépend évidemment des pays. Par exemple, l'Espagne a tiré un très grand profit de ces aides et surtout du point de vue du revenu plus que du point de vue produit intérieur brut. La dernière action a été très importante. En Irlande aussi l'amélioration a été très impressionnante et là, pas seulement du point de vue du revenu mais surtout du point de vue création de richesses, économie productive.

Par contre, il y a d'autres pays qui ont tiré moins de profit de cette politique. C'est le cas de l'Italie. Probablement pour des questions de structures sociales, en Italie, il a été difficile de profiter complètement, dans le Sud, dans la partie méridionale de l'Italie, de cette politique de subventions.

(incompris)... je vais laisser une des deux questions à traiter au moment du dialogue, du colloque. C'est le problème du budget et sa répercussion dans la politique agricole et la politique régionale.

Par contre, je vais vous parler de la conséquence sur cette politique régionale. Est-ce que la politique agricole a, et aura, l'élargissement de l'Union Européenne ?

Il faut tenir compte du fait que 92 % de la population de tous les Etats de l'élargissement - c'est-à-dire les Etats de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale qui se sont intégrés à l'Union Européenne - 92 % de la population de ces Etats sont au-dessous du 75 % de la moyenne de l'Union Européenne du point de vue produit intérieur brut.

Plus encore, en vérité, les 70 % sont au-dessous de 50 % de la moyenne du produit intérieur brut de l'Union Européenne à Quinze.

Il est facile de comprendre cela si vous vous souvenez que la population des nouveaux membres de l'Union Européenne représente 20% de la population de l'Union Européenne et par contre, seulement 5 % du produit intérieur brut.

Cela signifie par conséquent que pour (?) l'Union Européenne, de tout point de vue, mais aussi de ce point de vue de l'équilibre de développement, cette intégration et surtout cette intégration extrêmement rapide, est un très grand défi.

C'est un défi (incompris)... dans l'Union Européenne, il y a une discussion très serrée sur le budget.

Il serait (incompris) de parler de cela mais en tout cas, il est facile de comprendre que s'il y a des nouveaux pays qui ont besoin d'être aidés, c'est-à-dire des pays qui ne seront pas contributeurs et qui doivent recevoir, si à ce moment-là, il y a une réduction ou pas de réajustement du budget, cela va créer de très graves difficultés budgétaires et de très graves difficultés politiques. Il va être difficile de pouvoir mener la même politique qu'on a menée jusqu'à maintenant avec succès en Europe occidentale si on ne résout pas cette question du budget.

Je ne vais pas continuer, je crains d'être trop long. Si vous voulez parler du budget plus tard à travers vos questions, nous pourrons le faire. Si vous souhaitez des précisions plus exactes sur ce que représentent en milliards d'euros les divers aspects de ces aides régionales, de ces aides du Fonds

Structurels, etc., je peux vous les donner après si cela vous intéresse.
Je vous remercie de votre attention.

Monsieur Paul Tran Van Think

Je suis un peu embarrassé parce qu'après avoir écouté le Président PUJOL, c'est le moment d'ouvrir une discussion. Ce que je dirai va être totalement inutile et superflu.

Vous savez, je ne suis qu'un technocrate. J'ai servi dans la Fonction Publique Européenne pendant 35 ans. Donc ce que je dirai n'aura qu'une valeur bureaucrate mais pas une vision politique et (incompris) comme un point de vue éclairé par le Président PUJOL.

Je me permettrai, Monsieur le Président, de prolonger un peu ce que vous avez indiqué tout à l'heure pour élargir un peu le problème et ne pas limiter cela seulement à l'Union Européenne.

Pour l'Union Européenne, je voudrais donner une information. La Commission qui dispose d'un pouvoir redoutable (incompris) des propositions, a déposé depuis juillet 2004, une proposition pour que tout ce qui est intervention pour rétablir les équilibres dus aux écarts, une proposition pour plusieurs fonds qui seront valables de 2007 à 2013, au montant total de 336 milliards (?) de dollars et 100 000 euros. (?). 336, cela veut dire plus de 50 milliards par an. Evidemment, c'est très important mais c'est largement suffisant. Cela couvre le Fonds Européen de Développement Social, le Fonds Social Européen, le Fonds de Cohésion, etc. C'était important, je voulais ajouter, en plus de tout de tout ce qui se passe dans l'Union Européenne, nous avons également une coopération de 77 pays, qu'on appelle les (incompris).

Réduire les écarts du développement, ce n'est pas simplement fournir de l'argent en espèces sonnantes et trébuchantes.

Les fonds, c'est très visible (?), mais c'est souvent mal utilisé.

En plus, les fonds devraient être complétés par une série d'autres politiques complémentaires et convergentes.

Mais je vais tout de même parler d'argent pour le neuvième Fonds Européen de Développement en faveur des 77 pays ACP, Afrique, Caraïbes et Pacifique.

A Cotonou, on a signé un accord de partenariat pendant vingt ans avec ces pays, 77 pays je le rappelle.

Le neuvième Fonds, qui vient de se terminer, a débloqué 13,5 milliards d'euros. Ce qui a caractérisé la mise en oeuvre de ce Fonds, on appelle cela les 3 C, Cohérence, Coordination et Complémentarité.

Je rappelle que l'Union, en tant que telle, intervient dans tous ces Fonds dont on a parlé, mais cela n'exclue pas la participation de nos Etats nations (?) dans d'autres sujets, d'autres interventions, d'autres instances. C'est important de dire cela car sinon on va oublier, on croit qu'il n'y a que l'Union qui fait tout, pas les Etats membres, au contraire, c'est une complémentarité.

Ce matin, le Président m'a un petit peu taquiné sur les pays méditerranéens sur notre frontière du Sud. Je vais vous faire quelques remarques sur ce sujet.

Je ne sais pas si toute la communauté est sensible à cela, mais en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, on est très sensibles à la Marée Nostrum.

C'est vrai que Barcelone a déçue (?) après dix ans mais je crois qu'on va repartir en fonction de la mauvaise expérience du passé.

L'ennui, c'est que la ceinture verte de la frontière méridionale de l'Union Européenne n'est pas tout à fait facile à gérer.

Et la mise à niveau des économies de chacun de ces Etats a été une déception.

Mais avons des négociateurs du côté européen, y compris de la Commission, qui n'ont pensé qu'à exploiter la faiblesse de nos partenaires. On a négocié de façon à diviser les uns par rapport aux autres. Et surtout, nous avons négocié de manière féroce pour tout ce qui est agricole. Est-il normal par exemple qu'un pays comme l'Algérie, grand pays agricole, soit totalement dépendant des importations en provenance de l'Union Européenne pour sa nourriture ?

Maintenant, je m'excuse de parler de cela ici, mais nous avons pas mal développé nos relations textiles et habillement avec la Tunisie et nous allons avoir maintenant de gros problèmes avec l'ouverture en quelque sorte, la réintégration du (incompris).

Je crois, quand on est conscient de cela, qu'il faut (?) repenser nos relations de l'Union Européenne avec l'autre rive de la Méditerranée sans oublier le problème israélo-palestinien.

Je rappelle que la communauté finance pratiquement tout le budget annuel de la Palestine. Donc je voudrais ici informer le Président qu'il y a toute une préparation souterraine, pour reprendre le dossier méditerranéen, pour permettre de rééquilibrer pas à pas à d'autres « frontières » de l'Union Européenne.

Je rappelle que nous avons en face de nous des partenaires extrêmement divisés.

J'arrive maintenant à injecter d'autres dimensions dans ce problème de réduction des écarts. Nous allons observer que tout ce qui a été fait dans le monde depuis longtemps, et notamment depuis le lancement des objectifs du millénaire, tout cela est un échec. Il s'agit de la réduction de la pauvreté, c'est-à-dire la réduction des écarts.

Pourquoi c'est un échec ? Parce que l'approche n'est pas bonne. Ce sont les stratégies des politiques décidées d'en haut. Par les institutions financières, par les organisations internationales, par les gouvernants, par les Etats nations.

Mais nous en sommes à 50 % des ambitions déclarées, assumées, signées, promises, par les chefs d'Etat et les gouvernements du monde entier.

Je me suis posé la question et voici ce que j'en pense. Tout cela parce que les bénéficiaires, ceux d'en bas, ne reçoivent rien, ne (incompris) rien, et utilisent mal. Ceux d'en haut croient tout savoir des besoins de ceux d'en bas et c'est souvent faux ou insuffisant. La pauvreté est partout, y compris aux Etats-Unis, y compris en Europe et partiellement dans les pays (incompris). Mais on n'a pas demandé aux pauvres ce dont ils ont vraiment besoin.

Résultat : les pauvres qu'on peut et qu'on veut aider ne sont pas partie prenante. Or pour résoudre des problèmes de ce genre-là, notamment y compris dans interventions sur le FEDER, sur ceci, sur cela, il y a la participation des bénéficiaires. Encore que j'aie quelques doutes pour certains gouvernements où tout ne passe pas directement aux régions mais à travers des gouvernements centraux nationaux. Et cela, c'est un problème.

Il est vrai qu'il y a un certain nombre de choses qui sont élémentaires comme l'énergie, l'eau, l'hygiène, etc., mais quand même, pour pouvoir permettre aux pauvres de sortir de leur condition de pauvreté, il faudra qu'ils prennent en main eux-mêmes leur sort.

Je pense que ce qui est intéressant ici, c'est plutôt les discussions, les questions que vous pouvez poser. Comme le Président, qui est un homme d'Etat particulier... Il n'est pas un homme d'Etat d'un pays mais d'une région de son pays. C'est très difficile. Monsieur le Président, comment vous avez fait pour (incompris) ? Je me le demande encore.

Il faudra qu'on puisse discuter entre nous pour qu'on puisse échanger nos idées. C'est cela qui est intéressant.

Débat

Vous savez, c'est une politique qui a évolué au fil du temps. Au départ, quand on avait signé le traité de Rome, il y avait, il y a toujours, une quatrième partie. En fait, les Etats membres, les six à l'époque, avaient, derrière leur sillage, des colonies ou des territoires d'outre-mer. On ne pouvait pas, à l'époque, pour ces pays-là, abandonner les pays qui dépendaient de la France, de la Belgique, etc. Il y avait même un protocole pour le VietNam, le Laos et le Cambodge. Finalement, on avait fait une première convention de Yaoundé. C'était une convention octroyée en quelque sorte par tous ces pays, la plupart n'accédaient pas à la souveraineté internationale encore.

Au fur et à mesure, on a découvert petit à petit qu'il fallait améliorer par-ci, par-là. Par exemple au début, quand on avait un Fonds Européen de Développement, c'était de l'aide liée, parce que quand on est (incompris) on met tant d'argent (incompris), il faudrait qu'il y ait des commandes qui alimentent les industries de ces Etats membres et pas, comme aujourd'hui, c'est déjà une évolution énorme. D'ailleurs, nous en sommes au neuvième Fonds et bientôt, il y aura un dixième Fonds. Nous avons cherché à inscrire tout cela dans davantage de cohérence parce que l'objectif pour nous, c'est d'encourager ces pays-là à tisser entre eux des (incompris) d'échange ou des (incompris) douanières.

Or, nous avons en face de nous des pays qui restent toujours extrêmement divisés avec leur

souveraineté nationale qui ne fonctionne pas bien, lorsqu'on a un genre de coopération du type de l'association avec l'Union Européenne.

C'est pourquoi, le plus important pour nous maintenant, on est en train de préparer de nouvelles négociations. J'ai parlé tout à l'heure de cohérence. Ce qu'on a fait jusqu'à maintenant n'est pas toujours cohérent. On a parlé de coordination parce que ce n'est pas coordonné. On a parlé de complémentarité parce que ce n'était pas complémentaire.

Quand je vous ai parlé de ces trois concepts, cela signifie qu'on a beaucoup de choses à faire pour améliorer la cohérence, la coordination et la complémentarité.

Pour le moment, c'est tout ce que j'ai à vous dire. Si vous voulez plus de détails, on peut le faire, mais sur quoi ? Parce que le (incompris) terminé. C'est important. Mais j'estime que jusqu'à maintenant, on a fait beaucoup mais cela ne répond pas aux besoins, cela ne répond pas aux attentes et c'est loin d'être efficace.

Je voudrais ajouter une autre chose. Ce qui est remarquable dans cette coopération, même si économiquement, cela ne répond pas à toutes les attentes... C'est ce que je vais dire maintenant mais j'ai oublié qu'il y avait une traduction (inaudible)...

Malgré cette coopération extrêmement étroite, et on appelle cela le partenariat entre l'Union Européenne et ces pays, leur souveraineté extérieure est totale. Nous avons assisté par exemple dans l'enceinte où j'ai œuvré pendant très longtemps, à l'OMC, que des pays associés à l'Union Européenne, contestent nos (incompris) et tout cela pour nous, c'est tout à fait naturel et normal, surtout des pays des Caraïbes par exemple. Ils sont totalement autonomes, indépendants, dans la gestion de leur politique extérieure et le fait qu'on soit associés ne signifie rien du tout dans le domaine de la politique extérieure (incompris).

Nous avons même perdu en (incompris), en termes techniques, sur la banane (?) C'est dramatique. A la fois pour des régions de l'Union Européenne, en Espagne, dans les Antilles, mais nos pays associés ont perdu beaucoup dans tout cela parce que les Etats-Unis et les pays de la (incompris) ont voulu mettre en cause notre politique. Parce qu'il n'y avait pas que le Fonds Européen de Développement, il y a toute une série de politiques commerciales qui va avec.

Nous allons perdre maintenant le sucre.

Je vais maintenant entrer dans un détail qui pourrait vous être utile. A l'origine, l'Union Européenne accordait aux pays africains et (incompris) ce qu'on appelait les (incompris) spéciales. On ouvre les frontières mais on ne demande rien en échange. Ils pouvaient donc avoir leurs barrières lorsque nous exportions vers eux.

Au départ, c'était comme cela.

Mais nos amis américains n'étaient pas d'accord avec cette politique en disant que ce n'est pas une vraie zone de libre échange.

Résultat : ces pays ont dû nous accorder des préférences inverses, c'est-à-dire ouvrir les frontières. Vous voyez donc la différence entre l'Union Européenne et chacun de ces petits pays. Résultat : on a freiné le développement local.

M. PUJOL (?)

Ce sont des questions techniques. Elles sont très importantes mais évidemment il y a très souvent aussi la question des positions fondamentales de tous les pays. Une chose sont les discours, une autre chose sont les faits.

Nous faisons tous des discours sur le troisième monde, sur les pays en voie de développement et nous sommes tous des protectionnistes. C'est un problème qui d'ailleurs est difficile à surmonter.

Par exemple, sur le problème des bananes, l'Espagne dit toujours qu'il faut aider les pays de l'Amérique Latine. Elle se présente en avocat des pays de l'Amérique Latine, mais pas pour les bananes de l'Amérique Latine. Il y a des bananes aux Canaries et elle tente d'éviter l'entrée des bananes d'Amérique Latine en Europe. Cette contradiction existe.

Lorsque j'étais Président de la Catalogne, nous avons aidé le Guatemala quand il y a eu le tremblement

de terre et les inondations. Nous avons construit un hôpital, quelques écoles, etc. J'ai téléphoné au Président du Guatemala qui à l'époque était Monsieur ARZU. Il m'a dit de façon très courtoise : Monsieur le Président, nous vous sommes très reconnaissants pour l'hôpital, les écoles, etc., mais vous avez (inaudible)... nous devons pouvoir vendre nos bananes en Europe. Si nous vendons nos bananes en Europe, nous construirons nous-mêmes nos bâtiments, nos hôpitaux.

On comprend bien que l'Europe défend d'une façon très ferme son agriculture, parce que sinon, nous aurions de graves problèmes. La population agricole en Europe est très petite mais (inaudible)... Ce que nous voulons surtout éviter, c'est la dépopulation (?) des campagnes. Il faut essayer de trouver une solution équilibrée pour assainir tous ces intérêts contradictoires.

Par exemple, l'Union Européenne, notamment l'Espagne, a quelquefois des difficultés avec le Maroc. Le gouvernement espagnol m'a demandé d'aller à Madrid, défendre devant une assemblée les derniers accords qu'il y avait eu entre l'Union Européenne et notamment l'Espagne qui était très affectée, mais pas seulement l'Espagne, l'Allemagne, la Hollande, et le Maroc. Finalement, nous avons réussi à aller de l'avant avec cet accord mais c'était difficile pour la majorité des Espagnols.

Qu'est-ce que le Maroc ? Pour la majorité des Espagnols, que doit être la relation commerciale du Maroc avec l'Espagne ou avec l'Europe en général ? L'Espagnol moyen dit : l'Espagne et l'Europe ne devraient pas laisser entrer trop d'oranges marocaines parce que nous produisons des Europe. Point numéro un. Par contre, nos pêcheurs doivent pouvoir pêcher à 500 mètres de la côte marocaine. Point numéro deux. Point numéro trois : il ne faut pas faciliter les délocalisations industrielles par exemple de Catalogne au Maroc. En tant que Président de la Catalogne, j'ai favorisé certaines délocalisations catalanes vers le Maroc, mais cela a été rejeté par la population catalane et par la population espagnole. Il faut faire les investissements industriels ici. Finalement, nous n'avons pas (incompris). C'est-à-dire que ces quatre points, les oranges, la pêche, les délocalisations et les (incompris), ne sont pas possibles. Mais l'homme politique doit y travailler.

Il faut dire que souvent - Monsieur l'Ambassadeur, vous connaissez cela très bien - ces pays, le Maroc par exemple ou les pays de l'ACP, n'aident pas non plus. Parce qu'ils n'ont pas réussi jusqu'à maintenant, bien qu'il y ait des progrès notamment au Maroc, à avoir une administration minimalement efficace, à donner une sécurité du point de vue de la justice, et de la gouvernance en général. Il y a de la corruption un peu partout, mais plus dans certains de ces pays qu'ailleurs. Tout cela rend la (incompris) difficile.

Par exemple, 80 % de l'échec de Barcelone, c'est-à-dire le Traité (?) de Barcelone, est dû à l'Europe, mais 20 % sont dus aux pays de la côte sud de la Méditerranée.

Finalement, par contre, il y a un domaine qu'on appelle la gouvernance mondiale a fait de grands progrès. C'est une instance dans ce domaine, dans laquelle les pays du tiers monde, les pays producteurs qui trouvent trop d'entraves dans le marché riche des Etats-Unis et de l'Union Européenne peuvent se défendre. Ce domaine est, à mon avis, surtout, l'importance croissance des relations mondiales de commerce. C'est-à-dire que plusieurs pays ont découvert que la façon la plus efficace de défendre leurs intérêts est leurs relations mondiales, le Brésil par exemple.

Il y a au moins quatre produits, les bananes, le soja, le coton et le sucre, pour lesquels quelques pays, notamment le Brésil qui a été le plus efficace de ce point de vue, ont réussi à obtenir une décision favorable de leurs intérêts de la part de leurs relations mondiales du commerce qui va être efficace.

Par exemple, le coton contre les Etats-Unis. Quelques pays, pour le Brésil mais pas seulement, où les Etats-Unis imposaient des limitations à l'importation de coton de plusieurs pays africains mais aussi Amérique du Sud.

Le sucre contre l'Europe. Cela a été une bataille menée et gagnée par le Brésil au sein de leurs relations mondiales de commerce.

Je ne me souviens plus (?) du cas du soja et des bananes mais il y a là un instrument qui peut rendre le commerce plus ouvert et plus juste du point de vue des pays en développement.

M. ?

Je voulais faire une remarque tout à fait secondaire. Je voulais simplement dire que dans les problèmes d'échanges agricoles, nous avons tendance à considérer en Europe, d'ailleurs également dans les discussions de l'OCDE (?) que le problème est d'ouvrir le marché de l'Europe à des produits venus de

pays du Sud. En réalité, je voulais citer Michel ROCARD qui avait fait remarquer il y a quelques années que là où il y avait de vrais problèmes agricoles dans les pays d'Afrique, de vrais problèmes de lutte contre la famine, la disette, le problème n'était pas du tout de permettre à ces pays d'exporter vers l'Europe mais c'était bien davantage, comme il a été fait allusion tout à l'heure, de se protéger d'exportations venant de l'Europe qui empêchent le développement d'une agriculture (incompris) qui assure la survie de la population.

Je crois qu'il faut se garder des dogmes et qu'il faut chaque fois considérer la spécificité des problèmes. Il y a un niveau de grande misère et de grand sous-développement agricole dans lequel si vous offrez à des gens la possibilité d'exporter chez nous, ils seront absolument incapables de s'en servir alors que si vous protégez leur marché tout en leur donnant les moyens de faire quelques investissements utiles chez eux, là, vous changez la situation.

M. ?

Je reviens à votre information sur les manifestations en vous disant quelque chose de bon sens : ceux qui sont contents ne manifestent pas. Ce sont toujours ceux qui sont mécontents qui manifestent.

Il y a tout d'abord une très mauvaise information sur l'Europe. Les gens, les citoyens de là-bas, ne comprennent pas. C'est une chose très compliquée, avec la bureaucratie, la technocratie, les marchandages. Ils ne comprennent pas. Nous n'avons pas eu une politique d'information des citoyens. C'est la chose fondamentale.

Je prends le cas par exemple de manifestations assez violentes souvent : les manifestations paysannes. Cela se passe surtout en France, le pays le plus grand bénéficiaire de notre politique agricole juste avant l'Allemagne. Pourquoi ? Parce que les bénéficiaires sont de grandes exploitations et ils sont très peu nombreux. La majorité est composée de petites exploitations qui n'ont pas su tirer profit de cette politique.

Il en est de même pour les chômeurs. Les gens ont toujours cru que Bruxelles décide de tout. En fait, Bruxelles décide seulement quand tous les Etats membres sont d'accord. C'est pratiquement comme cela. Donc au lieu de se retourner contre le gouvernement, ils viennent manifester contre la Commission de Bruxelles, parce que quelque chose manque dans l'information du citoyen.

Il ne faut surtout pas se laisser impressionner par les deux non français et néerlandais. Surtout pas. C'est l'expression d'une incompréhension et surtout pas l'expression d'un non à l'Europe, sûrement pas. J'ai déjà indiqué en plénière que ce n'était pas le cas.

Cela met en lumière le fait que nous n'avons pas su, au niveau des institutions, au niveau des Etats membres, informer le citoyen sur ce qui se passe dans la construction européenne.

Je reviens maintenant à la question des politiques d'accompagnement, notamment pour ce qui concerne le Fonds Européen de Développement pour les ACP. Je n'ai pas fait le calcul exact mais à vue de nez, je pense que depuis que l'Union Européenne existe, depuis 1958, nous avons transféré vers les pays ACP, au départ les VMA, environ 120 milliards d'euros. C'est énorme.

Le (incompris)... ce diagnostic tout à fait subjectif, nous avons gaspillé beaucoup et nous avons enrichi des gens corrompus et le résultat est qu'ils ont maintenu le statu quo. On n'a pas aidé ces pays à vraiment se développer.

Politiquement et diplomatiquement, on a élevé cela au niveau des partenariats mais comment peut-on être partenaires avec deux entités avec une grande différence, de grands écarts dans le niveau de développement ?

D'après moi, cette association dite de partenariats, c'est l'Union Européenne en tant que telle, en bloc, vis-à-vis de chacun de ces pays mais pas l'ensemble de ces pays.

Nous avons tenté de stimuler la création de (incompris)... Il y en a une ou deux qui existe sur le papier mais qui n'est pas confirmée. Même de façon assez catastrophique, ce sont les industries et les entreprises européennes qui ont profité de cette association, du fait que les pays associés sont obligés de se désarmer sur le plan de la protection pour permettre l'invasion des industries et des entreprises européennes.

Cela a été possible et cela se développe parce que la gouvernance dans ces pays laisse beaucoup à désirer. Je veux dire que beaucoup de choses ne sont pas normales, notamment la corruption.

Donc première politique d'accompagnement : stimuler, encourager la création des entités régionales pour favoriser les échanges de toute sorte entre ces pays.

Deuxièmement : une politique tendant à stimuler la bonne gouvernance, notamment par la formation, non pas des cadres supérieurs, mais des cadres intermédiaires.

Troisième politique d'accompagnement : une politique commerciale qui respecte ces pays et qui ne les considère pas comme des débouchés naturels de nos industries et de nos entreprises.

Quatrième politique d'accompagnement : s'il existe vraiment – il y en a – des projets d'aide pour l'infrastructure, il faut les développer, mais surtout accompagner des microprojets. Ces pays n'ont pas besoin, à ce stade, de la macro stratégie. L'Union Européenne doit surtout tendre à favoriser la réduction des écarts grâce aux minis projets, aux microprojets, pour aider la progression (?) de base.

Dernière politique, que personnellement j'essaie de mettre en pratique au Vietnam, c'est le savoir, l'économie du savoir. Il n'y a pas que l'argent qui sépare les riches et les pauvres, il y a aussi la connaissance, notamment la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Il ne s'agit pas de choses compliquées, Internet, etc. Non. Il s'agit de choses plus simples que cela, qui permettent aux gens de la base, qui ont beaucoup plus de bon sens qu'on ne le pense, d'être informés et de trouver des remèdes à leurs problèmes et surtout de communiquer. C'est important et c'est faisable.

Ce qui sépare les gouvernants et les classes moyennes de la base marginalisée, c'est la maîtrise du savoir autant que l'argent.

La marginalisation des gens de la base de ces deux technologies de l'information et de la communication tend à aggraver (?) le fossé entre les pauvres et les riches.

En bref, avec cette approche par la base, on responsabilise les gens de la base, aider (?) le pauvre à prendre en main son destin, ce n'est pas le riche qui le prend.

Question

Vous avez parlé de la conduite de (incompris) en Europe parce qu'il y a un manque d'information.

Comment est-ce qu'on peut informer le peuple européen ? Est-ce que c'est vraiment un manque d'information. Je suis autrichienne ; il y avait beaucoup d'information mais le problème était plutôt que personne ne s'intéressait à cette information. Toute l'information que nous avons obtenue venait des journaux, des magazines. Les journaux ont plutôt tendance à souligner les désavantages d'un projet comme l'Union Européenne.

M. ?

Je vais partager avec vous l'expérience que j'ai reçue de la campagne pour le référendum.

Pendant deux mois, j'ai parcouru une région qui a profité du FEDER, l'Auvergne, parce que j'y ai fait mes études. J'ai parcouru la région pour essayer de faire campagne pour le (incompris).

Je leur ai dit de façon assez simple : Moi, (incompris), je crois à l'Europe, pourquoi pas vous ?

Réponse : On n'est pas contre mais il y a beaucoup de « mais ». D'abord, on ne veut pas voter pour CHIRAC. Ensuite, l'Europe, c'est trop compliqué, on n'y comprend rien. Vous avez des textes comme cela qu'on n'aura pas le temps de lire même jusqu'à la fin de notre vie.

Les paysans que j'ai rencontrés, qui m'ont même invité à manger chez eux, ont dit : nous sommes bénéficiaires en tant que paysans de la politique agricole, nous sommes contre, et je vais vous dire pourquoi nous sommes contre l'Europe.

Attention, ce que je dis est valable pour les paysans chinois.

Je vais vous dire ce qu'ils m'ont dit : pour recevoir un sou de Bruxelles via Paris, il y a des dizaines de formulaires que je ne comprends pas. Et comme je n'ai pas d'archive et que je n'ai pas de photocopieuse, je me trompe et chaque fois je suis pénalisé. Résultat : je ne reçois presque rien. J'ai voté non pour donner une leçon à Bruxelles, pour qu'on simplifie les choses.

J'ai posé la question : est-ce que dans le temps, vous n'aviez pas les Espagnols, des Portugais, qui sont venus travailler, qui sont devenus Auvergnats ?

Réponse : bien sûr, mais.

Il faut dire que la France s'est développée grâce à des vagues d'immigration de Pologne, d'Italie, d'Espagne et du Portugal. Les gens ont de la mémoire, ils s'en souviennent. Mais le problème est différent maintenant car cette région d'Auvergne, et surtout le sud de l'Auvergne, ne peut pas survivre s'il n'y a pas de bonnes vendanges. Les vendanges sont faites par des travailleurs saisonniers qui viennent d'un peu partout et surtout du Maroc. Cela déboussole complètement les gens du pays sauf ceux qui possèdent les vignes.

Bref, je suis certain que si toutes ces préoccupations (?) quotidiennes sont prises en compte, l'expression populaire sera différente.

Le résultat qui m'a fait plaisir, c'est que beaucoup m'ont dit : pourquoi tu ne te présentes pas au Parlement Européen, comme cela, tu comprendras mieux le problème et tu expliqueras mieux à Bruxelles ?

(incompris)... leur député européen, ils ne connaissent pas parce que c'est une liste proportionnelle. Combien de fois les députés européens ont-ils été rencontrer les gens de la base ? Je me pose la question.

Bref, c'est un malentendu qu'il faut maintenant clarifier pour pouvoir avancer de façon plus sûre et non pas de façon trop éloignée de la base.

Je veux d'abord dire que vous avez donné une analyse très exacte de la situation en Europe. Vos conseils sont les bienvenus. Ils sont très sages. Le problème est peut-être que les Etats membres de l'Union Européenne et les Européens ne sont pas capables de signer (?) cela.

Je précise que si la situation économique dans certaines régions d'Europe n'est pas brillante, les entreprises européennes n'ont jamais fait autant de profits, de bénéfices, grâce à leur technologie, leur savoir-faire et leur intervention dans la (incompris).

Il est vrai que nous ne sommes pas capables à l'heure actuelle d'avoir une vision très précise sur l'état de notre économie et surtout le futur proche.

J'ajoute qu'en Europe on recueille beaucoup de bénéfices de la mondialisation mais on n'en parle pas, on ne le sait pas. (incompris)... cela fait beaucoup de bruit.

J'ajoute que dans ma campagne électorale pour le referendum en Auvergne, on a parlé de la mondialisation, mais à peine. Bref, en général, on a peur de l'emploi (?), c'est surtout cela le problème de la mondialisation.

Je trouve qu'au contraire la mondialisation est l'occasion pour l'Europe de se restructurer.

La plupart des problèmes de croissance de chez nous ne sont pas des effets de mondialisation mais des effets d'une situation que nous ne maîtrisons plus. Donc je partage et j'écoute vos conseils mais je sais qu'on ne pourra pas mettre cela en application avant un certain temps. Tant qu'on n'aura pas résolu le problème des contrats sociaux, ce sera difficile pour la vieille Europe de progresser dans la voie de la remise en ordre de son économie. Nous n'avons pas en ce moment des hommes d'Etat visionnaires, hélas.

En ce qui concerne la politique régionale, je ne sais pas ce que je peux répondre à votre question ou alors ce que je vais vous dire sera triste pour moi.

Savez-vous que les Fonds auxquels on croit (incompris) ne sont pas utilisés complètement ? Nous sommes en plein processus de décentralisation en France. Ce n'est pas le cas pour l'Allemagne ni pour l'Italie ni (?) pour la Belgique.

Pour pouvoir permettre aux régions d'utiliser les fonds auxquels elles ont objectivement droit, il faut (inaudible)...

Entre Bruxelles et les régions, il y a nécessairement Paris.

Je vous cite un cas précis que j'ai vécu avec beaucoup de tristesse. Un centre de recherche pour l'élevage des vers à soie et des productions de soie en Auvergne fait une coopération avec le Vietnam. Ils ont obtenu, avec la mise dans le panier de l'argent propre de certaines entreprises françaises, une subvention de Bruxelles, le Fonds Régional justement. La préfecture de région avait changé de préfet. L'argent était bloqué, l'entreprise a fait faillite. (incompris), incompris ; les grands chefs, en faillite, et ils ont porté plainte.

(incompris)... cela fait deux ans. Le tribunal de commerce donne raison et Bruxelles demande à Paris de restituer les fonds non utilisés, presque un million d'euros. Nous en sommes là et (incompris)... deux ou trois ans.

Parce que, je ne connais pas le pays mais c'est presque pareil, il ne faut passer par l'Etat national. C'est cela qui crée les problèmes de la rentabilité des fonds sociaux et régionaux.

(phrase incomprise)... euro chrysalide.

Résultat : ils l'ont transformé en musée de la soie. Les Vietnamiens sont déçus de l'Europe. Ils ne sont pas déçus de la France mais de l'Europe.

C'est un exemple parmi tant d'autres.



Auteur: Jordi Pujol



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>